

# PROJET DE LOI 124:

## une mauvaise chose pour vous, une mauvaise chose pour nos collectivités.

Juste avant de s'accorder des vacances de cinq mois, les conservateurs de Doug Ford ont déposé le projet de loi 124. Le projet de loi est une mauvaise chose pour les travailleurs de première ligne qui offrent des services publics aux quatre coins de la province et une mauvaise chose pour chaque collectivité de l'Ontario. Voici pourquoi— s'il est adopté, le projet de loi 124 :

- vous dépouillerait de votre droit à la négociation collective, droit protégé par la Charte;
- affecterait pratiquement chaque travailleur de première ligne financé en totalité ou en partie par la Province de l'Ontario;
- vous obligerait vous et d'autres travailleurs de première ligne du secteur public à accepter des contrats qui ne suivent pas le rythme de l'inflation;
- accorderait au cabinet conservateur de Doug Ford des pouvoirs sans précédent de déchirer des contrats négociés librement, d'obliger les travailleurs à retourner à la table de négociation et de s'ingérer dans l'arbitrage de différends;
- puiserait de l'argent dans votre portefeuille et dans celui de vos collègues de travail, argent qui serait autrement dépensé dans les collectivités de la province, pour le donner aux riches amis des conservateurs de Doug Ford par l'entremise de réductions d'impôt qui ne seront pas dépensées dans la collectivité;
- ouvrirait la voie à encore plus d'attaques contre les travailleurs des secteurs public et privé. C'est mauvais pour vous, mauvais pour vos collègues de travail et mauvais pour les collectivités dans lesquelles nous vivons!

## Les faits

- 1 La libre négociation collective fonctionne**—une majorité de contrats se règlent sans arrêt de travail, avec des règles de travail et des ententes entre les deux parties sur les coûts de la rémunération et des avantages sociaux.
- 2 Les salaires ne sont pas responsables des problèmes financiers de l'Ontario et s'attaquer aux salaires des travailleurs de première ligne du secteur public ne règlera pas ces problèmes.** Les données du ministère du Travail montrent que, depuis dix ans, les salaires des travailleurs du secteur public ne suivent pas le rythme de l'inflation. Qui plus est, la proportion des ressources dépensées pour financer tous les services publics qui sert directement à la rémunération des travailleurs de première ligne partout en Ontario est à la baisse.
- 3 L'Ontario a un problème de revenus et non pas un problème de dépenses.** L'Ontario dépense beaucoup moins par personne que tout autre territoire ou province au Canada. L'Ontario perçoit beaucoup moins de revenus que tout autre territoire ou province. Si les conservateurs de Doug Ford voulaient vraiment baisser le déficit, ils pourraient commencer par augmenter les revenus qu'ils perçoivent à la moyenne canadienne. Des milliards de dollars seraient disponibles pour soutenir les services publics essentiels dont dépendent les collectivités et les travailleurs de première ligne qui offrent ces services, et il resterait des milliards de dollars pour lutter contre le déficit.

**Le projet de loi 124 n'a pas encore été adopté en Ontario. On peut faire en sorte qu'il ne le soit pas! Voici ce que vous pouvez faire pour aider à défendre les services publics et les travailleurs qui offrent ces services :**



Envoyez un message aux conservateurs de Doug Ford et à votre député provincial pour leur dire que vous souhaitez qu'ils s'opposent au projet de loi 124.

Visitez [cupe.on.ca/fr/projet-de-loi-124](http://cupe.on.ca/fr/projet-de-loi-124)



Participez à la campagne de riposte de votre section locale — assurez-vous qu'elle ait vos coordonnées à jour.



Parlez des dangers du projet de loi 124 avec vos voisins, votre famille et vos amis.

Il est temps de prendre position pour



Envoyez un message à [communautésetnonpaslescoupures.ca](http://communautésetnonpaslescoupures.ca)